

ENTRETIEN AVEC WILLIAM ACKER, DE L'ANGVC

Lors de la **formation FERC contre les racismes**, nous avons reçu William Acker. Juriste et auteur de nombreux ouvrages¹ sur l'antitsiganisme, il est délégué général de l'Association Nationale des Gens du Voyage Citoyens, qui a pour objectif de défendre les droits des Gens du Voyage dans tous les domaines de la vie, principalement dans les domaines de l'accueil et l'habitat, mais aussi dans les domaines du travail et de l'éducation.

16

Le Lien N°229 - juin 2026

En quelques mots, qu'est-ce que l'antitsiganisme ?

L'antitsiganisme c'est le racisme qui touche spécifiquement les personnes dites Roms, Gens du Voyage, et toutes les personnes qu'on assimile à tort ou à raison à la figure un peu stéréotypée du « tsigane »². C'est un racisme très ancien, qui existe partout en Europe, et qui a une histoire française très importante.

Quels sont les enjeux principaux pour lutter contre l'antitsiganisme dans le secteur de l'éducation ?

En premier lieu, la question de l'accueil des enfants du Voyage à l'école, des enfants Roms qui subissent encore beaucoup de refus d'accueil et de scolarisation. Mais aussi la question de l'habitat, des expulsions, puisque de nombreuses familles se retrouvent en situation d'errance contrainte du fait du manque d'offre d'habitat et d'accueil, ce qui a une incidence directe sur les parents d'élèves et sur les élèves qui sont en rupture scolaire du fait de ces nombreuses expulsions. Ces expulsions et ces carences d'accueil sont la conséquence d'un antitsiganisme diffus dans la société : de nombreuses collectivités qui les pratiquent visent à repousser les Voyageurs qui tentent de s'installer et de vivre sur les territoires. Elles s'appuient sur un cadre juridique et de pratiques administratives³ qui sont aujourd'hui encore particulièrement discriminatoires pour ces populations. Pour défendre les milliers d'élèves concernées, il faut prendre en compte le rôle du racisme dans leur exclusion



et leur rejet et lutter pour une offre éducative adaptée à leurs réalités sociales et économiques.

Quelles mesures prioritaires faudrait-il prendre pour combattre l'antitsiganisme ?

Il faut des mesures universelles qui permettent à la fois de combattre l'antitsiganisme et d'autres formes de violences sociales. Par exemple, la trêve scolaire, qui consiste en l'interdiction, de septembre à juin, des expulsions de familles qui sont installées à un endroit et ont des enfants scolarisés sur la ville, afin d'éviter les ruptures de scolarité. Il faut aussi faire respecter le droit inconditionnel à l'inscription des enfants à l'école. Beaucoup de maires refusant toujours d'inscrire certains enfants sous prétexte que leur famille est présente de manière illicite sur le territoire.

Enfin, l'école doit prendre en compte l'itinérance. L'éducation nationale doit garder une forme de souplesse dans l'accueil et l'accompagnement de ces

enfants. Il existe un certain nombre de camions écoles dans l'enseignement privé, mais qui fonctionnent très peu en synergie avec l'enseignement public. Les dispositifs qui ont permis l'accompagnement sur le long terme des familles dans certains territoires disparaissent faute de moyens. Il faut défendre et mettre en cohérence tous ces dispositifs.



¹ Notamment *Où sont les Gens du Voyages*, ed. du commun, 2021 (Prix du livre d'écologie politique 2022)

² Manouche, Sinti, Gitans, Roms...

³ Notamment la non-reconnaissance des caravanes comme logement, l'interdiction de stationnement hors des aires d'accueil très souvent polluées et en nombre insuffisant

⁴ Une trentaine d'antennes scolaires mobiles en France, hébergées par des établissements catholiques sous contrat.